

LES NOUVELLES DE LA BIGORRE

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre

Prix 1 € • Mai 2014 - N° 288

Journal des communistes des Hautes-Pyrénées

Dispensé de timbrage

TARBES PPDC



Déposé le :

Éditorial

Dans la tourmente de la crise

Les peuples d'Europe sont dans la tourmente de la crise mondiale du capitalisme financiarisé. Cette crise, dont ils ne sont pas responsables, ils en payent tous les jours les conséquences. Chômage, recul des droits, pauvreté croissent. Les traités successifs qui font le lit de cette Europe ultralibérale et ceux qui les défendent, sont, eux, lourdement responsables de cette crise.

En France, François Hollande n'a pas tenu ses engagements envers ceux qui lui avaient fait confiance en 2012 et se place comme l'allié privilégié de Merkel et la droite Européenne, du marché et de son ennemie d'hier : la finance.

Dans ce contexte, vont se dérouler les élections Européennes du 25 mai.

Un contexte difficile, où une forte abstention se profile, où un tapis rouge médiatique est déroulé au Front National qui est annoncé en tête dans les sondages, où une prolifération des listes risque de brouiller les enjeux de ce scrutin.

Face aux dogmes libéraux, à la mise en concurrence des services publics et des travailleurs, face à la soumission aux marchés financiers, face à la résignation et au repli sur soi, notre message doit être clair : **L'Europe ne peut plus continuer comme ça ! L'Europe de la finance ça suffit !**

Cette Europe, est, de plus en plus, légitimement contestée par les peuples. La crise financière a été le prétexte pour imposer des plans d'austérité, baisser les salaires, les pensions de retraites, casser les services publics... résultats, le chômage et la précarité explosent.

L'exigence d'une rupture nette avec cette Europe de la finance est donc pour les communistes et le Front de Gauche incontournable **et les citoyens**

Social/Économie :

Alsthom

p 2

Carbone Savoie

p 3

Société

Quel avenir pour nos déchets

p 4

Politique

Prenons toute notre place au sein du Front de Gauche !

p 5

Un atelier législatif Comme sur un Plateau

p 6

Billet

Banana, spleen et idéal

p 7

Culture

Culture et parachutisme

p 8

Européens doivent pouvoir compter sur des parlementaires qui ne se compromettent pas avec les forces de l'argent et qui défendent l'humain d'abord.

Les communistes ont toujours milité pour une construction politique de l'Union Européenne affranchie des marchés financiers. Opposés à Maastricht en 1992, au TCE en 2005, ils refusent aujourd'hui le Grand Marché Transatlantique. Demain avec le Front de Gauche, au sein du groupe de la Gauche unitaire (GUE), en lien avec les mouvements sociaux, ils poursuivront la construction d'une Europe sur des bases sociales, écologiques, et démocratiques.

En votant pour les listes du Front de Gauche, les électeurs pourront dire non à l'austérité, oui à un projet solidaire pour donner plus de poids aux luttes des citoyens et des salariés au parlement Européen et remettre l'union Européenne sur de bons rails.

■ **Hervé Buffat**

ALSTOM

Face à la vente à la découpe du groupe, l'alternative de la nationalisation

Après l'aluminium de Pechiney vendu aux Canadiens, l'acier d'Usinor aux Indiens, la chimie de Rhodia aux Belges, le ciment Lafarge aux Suisses, c'est au tour d'Alstom, un fleuron technologique et industriel, qui est dans l'œil des grandes manœuvres capitalistiques guidées par les seuls intérêts financiers.

L'offre de rachat de Général Electric (GE) sur la partie énergie du groupe Alstom et la contre-proposition de l'allemand Siemens, posent la question de l'indépendance de notre pays dans les secteurs clés de l'énergie et des transports. Le devenir de l'emploi est aussi au centre de ce jeu de monopoly, avec la menace de plans sociaux de grande ampleur, afin de supprimer les doublons que comportent les fusions-acquisitions. L'enjeu est donc considérable pour notre pays et pour les salariés d'Alstom.

La vente à la découpe du groupe Alstom du secteur de l'énergie, voulue par les actionnaires, conduirait à la fragilisation de la partie transport face à la concurrence mondiale. Cette perspective aurait pour conséquence la disparition d'Alstom. Pour Siemens cette opération d'acquisition est de faire disparaître un concurrent. Pour Général Electric elle lui permettrait de récupérer les brevets, les savoir-faire, le carnet de commandes et les implantations industrielles.

Le Président de la République et Montebourg avancent l'idée de constituer un « airbus de l'énergie », ce qui reviendrait, ni plus ni moins, à faciliter l'absorption d'Alstom par Siemens. Rappelons que l'on est loin de l'exemple d'Airbus, qui doit sa naissance et son développement à une coopération d'entreprises sous l'impulsion d'une volonté politique inter-étatique. Une hérésie dans l'Europe telle qu'elle fonctionne maintenant.

Alstom n'est pas une entreprise ayant raté un virage technologique majeur et engluée dans des difficultés industrielles. Au contraire c'est une entreprise qui a un carnet de commande de 50 milliards d'euros, de quoi donner du travail à ses salariés pendant 5 ans, un savoir-faire à la pointe dans le domaine des transports et de l'énergie, envié à travers le monde.



Mais le problème qui est posé n'est pas Alstom, le problème c'est Bouygues et les actionnaires qui ont lancé Alstom dans des aventures financières et ont ainsi fragilisé l'entreprise avec un endettement qui contraste avec sa réussite industrielle.

Dans notre département, Alstom Tarbes c'est plus de 700 emplois sur le site de Séméac avec un bureau d'études au sein de l'établissement, un outil de production qui est classé centre d'excellence et de compétence en matière de traction de puissance par Alstom Transport. L'établissement de Séméac est adossé avec d'autres industriels, à la plateforme de recherche et d'innovation PRIMES, qui est située sur le site de l'Arsenal à Tarbes. La plateforme est une antenne du CNRS depuis les années 2010, ce qui est un atout de premier plan pour les Hautes-Pyrénées.

Le nouveau site industriel d'Alstom, qui a été reconstruit à neuf en 2011, est une référence de niveau international pour la partie transport et représente un atout pour notre territoire départemental.

L'État doit donc prendre ses responsabilités avec la constitution d'un grand pôle public dans les secteurs de l'énergie et des transports avec Alstom, EDF, Areva, la SNCF, la RATP, soutenu par la caisse des dépôts et consignations, la banque publique d'investissement. La constitution de ce grand pôle public permettra aussi de créer les conditions de recherche de coopérations européennes sur les domaines de l'énergie et des transports, visant à franchir des étapes nouvelles vers la transition énergétique.

La nationalisation proposée par les communistes ne devra pas être le copier-coller de celle de Sarkozy en 2004, qui a conduit à la situation actuelle, en ne rompant pas avec le dogme de la rentabilité financière qui marque la gestion du groupe. Dans le cadre de cette nationalisation version Sarkozy, l'État a versé 2 milliards d'euros de fonds publics, avec les résultats que l'on connaît.

Elle doit s'appuyer sur des nouveaux droits d'intervention des salariés et des comités d'entreprises sur la stratégie, la gestion et les objectifs de développement du groupe Alstom.

Il faut également un nouveau type de crédit, avec de très faibles taux d'intérêts, qui favorise l'investissement. Cela pose la question d'un nouveau rôle de la BCE (Banque Centrale Européenne) qui doit orienter le crédit vers l'emploi, la formation, l'investissement, plutôt que la politique de l'euro fort, soumise aux marchés financiers.

Il est aussi nécessaire de développer une politique qui favorise la recherche-développement en appui avec les services publics, les universités et le CNRS.

Ainsi Alstom serait engagé dans un nouveau modèle de développement, avec des maîtrises publiques et écologiques, pour répondre aux besoins énergétiques et de transports de notre pays.

■ **Philippe Barrière**

Carbone Savoie

PGD et actionnaires : le profit.
Salariés : le développement économique, l'emploi, l'indépendance et la souveraineté nationales.

« J'ai le sentiment que 2014 nous réserve de bonnes choses... cette année, nous continuerons de travailler à une augmentation de la valeur offerte aux actionnaires... Nombreux sont ceux qui m'ont dit que le fait de revenir sans cesse sur la valeur pour les actionnaires finit par être démotivant pour nos employés. La satisfaction des actionnaires est-elle un facteur pour sortir du lit le matin ? Eh bien pour moi, oui... » Ainsi s'exprimait le PDG, non sans cynisme et sans mépris, dans ses vœux au personnel en début d'année.

De bonnes choses pour 2014 ? 11 février : annonce de la fermeture du site de Lannemezan !

Pour les salariés, comme pour les cabinets d'expertises SACAFI et CIDECOS, il n'y a pas de crise de l'aluminium et, « la fermeture de Lannemezan pourrait accroître les difficultés de Carbone Savoie et non les solutionner » ; « Le projet de (fermeture) s'articule autour de modifications techniques, notamment à Vénissieux, non validées en fonctionnement industriel... Affirmer pouvoir absorber la production de Lannemezan ne peut conduire qu'à (leur) aggravation ».

Nul besoin de décoder !

Seuls les salariés sont porteurs de propositions, validées par les conclusions des cabinets d'experts, pour maintenir l'activité nécessaire pour l'emploi, le développement industriel local, l'intérêt économique national concernant la production d'aluminium qui reste une matière première d'avenir.

Le Ministre de l'Économie, A. Montebourg est sollicité de façon officielle. Sera-t-il aussi efficace que dans les affaires Arcelor Mittal ou Alstom, actuellement, faisant la démonstration que « le gouvernement ne peut pas tout » ?

Il est grand temps que les salariés, comme les populations concernées aient droit au chapitre, au moins au même niveau que le PDG ou les actionnaires.

Les seuls porteurs de l'intérêt général doivent avoir des droits et des pouvoirs concernant les choix industriels, économiques et sociaux de l'entreprise.

Ce ne sont pas les petits arrangements recherchés localement par quelques élus en mal d'identité de gauche qui peuvent résoudre le problème. Il s'agit, dans le même temps, de développer la lutte et l'action pour maintenir l'activité et pour modifier la « gouvernance » des grands groupes industriels, par l'accès pour les salariés et leurs syndicats aux instances de décision.

Pour cela, la mobilisation de tous, salariés, citoyens, constitue le début de la solution. Le gouvernement doit y aider. Il détient les clefs, à une condition : il faut qu'il le veuille et qu'il le décide. Il en a les moyens, notamment législatifs, pour ne pas céder aux appétits financiers ; une majorité existe à gauche pour empêcher la casse industrielle, le déclin social et l'austérité. Et pour la mise en mouvement du changement durable, maintenant..

■ **Michel Cassagne**



De gauche à droite : J.-C. De Vita, H. Buffat, M. Sancaud, M.-C De Vita, M. Billard, M Dussollier.

27 Mai : Journée Nationale de la Résistance

Depuis le 19 juillet 2013, et au terme de près de 25 ans d'actions pour son obtention menée par l'ANACR, rejointe par d'autres associations du Monde Combattant et avec l'appui de certains élus, le 27 mai est enfin reconnu « **Journée Nationale de la Résistance.** »

Rendre hommage devant les monuments aux morts, à la Résistance, à ceux et celles qui firent, par leur engagement volontaire, le sacrifice de leur vie durant cette période tragique de l'histoire de notre pays, à celles et ceux disparus depuis, ainsi qu'à celles et ceux toujours présents parmi nous, est un devoir qu'il importe de pérenniser.

A l'heure où nous ne pouvons que constater la résurgence d'idéologies ultranationalistes, xénophobes, racistes et antidémocratiques par l'audience grandissante de formations fascistes, il est important de répondre au besoin de mémoire et en premier lieu auprès des jeunes générations, en leur rappelant que « la bête immonde » est toujours menaçante.

■ **Yvette Lesage**

Le Comité Départemental de l'ANACR vous invite à venir nombreux au monument de la Résistance et de la Déportation de Tarbes, aux Allées du Général Leclerc, à 18 h.



Quel avenir pour nos déchets ?

Dans une société de consommation comme la nôtre, la production de déchets est un problème d'une acuité toujours croissante. Avec 70 000 tonnes de déchets enfouis par an, soit 70 % de la production des ménages des Hautes-Pyrénées, il était temps de s'en préoccuper sérieusement. En effet, compte tenu de la fermeture fin 2015 de la dernière installation de stockage de notre département, il était impératif de mettre en place une alternative. Si la gestion des déchets impose un défi d'avenir, passer d'une logique de réparation à une logique de prévention à même de diminuer en amont la production de déchets est une nécessité. Cela impose aussi un refus de la logique de leur élimination en privilégiant l'opportunité de développement local par leur valorisation. En économie circulaire, le déchet n'est qu'une étape dans la vie d'un produit et une bonne maîtrise de son devenir pose forcément la question du pouvoir d'intervention de la puissance publique.

Pour notre département, l'objectif de la maîtrise d'une filière publique de traitement des déchets par le SMTD65, confirmé par le Conseil Général dans le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), peut contribuer à répondre positivement à ces enjeux sociétaux.

Déjà, dans cette logique, la création d'un centre de tri public moderne a permis de diminuer le coût de cette activité de moitié. Les travaux de construction d'une unité de traitement et de valorisation (UTV) des ordures ménagères à Bordères-sur-L'échez, devraient bientôt débiter malgré des tentatives politiques inopportunes devant l'urgence de la situation.

L'étude pour la recherche et le classement de sites en vue de l'implantation d'une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) est terminée. Seul, là aussi, un manque de courage politique évident a suspendu le choix final et, de ce fait, retarde le démarrage de son exploitation.

Le SMTD 65 ne défend pas ses projets. Il met en œuvre, pour l'essentiel, des décisions prises à un autre niveau et travaille à un seul objectif : maîtriser l'évolution des coûts de traitement de nos déchets avec toujours le souci du meilleur service rendu pour l'utilisateur. Que des citoyens se regroupent pour défendre leurs droits est une action démocratique. De tels projets ne doivent pas se faire au détriment de quelques riverains, qui seraient ainsi sacrifiés sur l'autel de l'intérêt général. Toutes les techniques et les investissements nécessaires à la préservation de la qualité de vie de ces derniers doivent être et seront mis en œuvre.

Par contre, il est regrettable que la réalisation d'un projet d'intérêt général ambitieux soit remis en cause par de l'opportunisme politique et pour servir de sombres desseins.

■ **Serge Almendro**

En selle avec Marcel 2014 !



Pour la troisième année consécutive, **Marcel Pouyllau** lance un défi cycliste à la maladie de Parkinson.

Du 26 au 29 juin, il va parcourir 400 km dans le département des Hautes-Pyrénées pour démontrer que la pratique sportive est essentielle dans la thérapie de la maladie.

Apportez-lui votre soutien et venez pédaler avec lui.



Prenons toute notre place au sein du Front de Gauche !

Ma jeune vie de militant communiste a une particularité par rapport à mes camarades lecteurs des Nouvelles de Bigorre : j'ai adhéré au PCF alors que le Front de Gauche existait déjà. Je n'ai donc, en tant qu'adhérent, connu le parti qu'en tant que membre du Front de Gauche. Je vais même plus loin : c'est l'existence du Front de Gauche et la formidable dynamique des précédentes élections présidentielles qui m'ont poussé à adhérer au parti communiste. Comme je sais que nous sommes quelques milliers en France à avoir opéré le même choix, cela me conduit à penser que la dynamique du Front de Gauche est bénéfique pour le PCF.

Bien évidemment des divergences existent, des incompréhensions, des tensions même, peuvent apparaître au sein du Front de Gauche. Ce sont des événements parfaitement normaux. Il est aisé de souligner que nous ne sommes pas tous dans la même organisation politique, que nous n'avons pas tous la même histoire. Et pourtant, malgré cela, le Front de Gauche suscite un véritable espoir au sein du peuple de gauche. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas se focaliser sur les problèmes, mais plutôt les affronter et les surmonter en essayant de sortir par le

haut de ces situations compliquées, en ayant comme boussole le renforcement de notre rassemblement.

Le dernier accord sur les élections européennes est, pour ma part, symptomatique de la situation actuelle. D'aucuns pensent que ce ne serait pas un bon accord pour le parti. Je crois, au contraire, qu'à travers cet accord, le PCF sort grandi. Nous avons envoyé deux messages forts à l'ensemble de nos partenaires, et plus largement à l'ensemble de nos électeurs potentiels : le PCF reste fondamentalement attaché au Front de Gauche (et il fera tout pour le préserver et le développer) et le PCF a été capable de faire sienne la notion d'ouverture nécessaire à l'élargissement de notre collectif en proposant une de ses têtes de liste à une personnalité de la société civile. Un Front de Gauche offensif, ouvert et élargi : voilà la conception que nous devons avoir tous ensemble.

Lorsque j'entends certaines critiques, certes légitimes, de mes camarades envers le Front de Gauche, j'ai l'impression, que nous nous comportons comme si le Front de Gauche était extérieur au parti, comme si nous vivions notre vie militante de communiste à côté du Front de Gauche. Il faut, bien au contraire, s'emparer pleinement de cet outil formidable.

Le PCF est membre fondateur du Front de Gauche, il a choisi et impulsé ce fonctionnement. Il doit prendre toute sa place dans les débats qui le traversent et dans ses instances. Il n'est aucunement question d'effacement ou de substitution. C'est bien en tant que communistes que nous devons agir à l'intérieur du Front de Gauche.

La dernière campagne des municipales, notamment à Tarbes, a été, à cet égard, exemplaire. Les communistes qui ont participé à la campagne de Tarbes Citoyenne pourront témoigner qu'ils n'ont rien perdu de leur âme ou de leur identité et que le travail collectif, à travers la discussion et le débat, est bénéfique pour tous. Nous avons même des camarades d'autres villes qui, attirés par le dynamisme de la campagne tarbaise, sont venus nous donner un coup de main lors de la campagne. Un Front de Gauche uni et rassemblé, qui fonctionne bien, a des répercussions positives sur le PCF.

Un PCF qui fonctionne bien, qui s'ouvre, qui fait des propositions, qui accepte le débat et qui les organise, qui mobilise ses militants est un gage de réussite pour le Front de Gauche et donc pour l'ensemble de la gauche.

■ **Hervé Charles**
Section de Tarbes

S'abstenir, s'abstenir

On nous annonce une abstention massive voire record à ces élections. Les citoyens les plus en difficulté, celles et ceux déçus par la Gauche seraient les plus enclins à se désintéresser de ce scrutin. La colère et l'exaspération, envers cette Europe-là, comme à l'égard du gouvernement sont légitimes, mais l'abstention ne résoudra rien, au contraire. On entend souvent dire : « le parlement Européen n'a aucun pouvoir », c'est une erreur. Rappelons, qu'à cet égard, les fameuses directives de Bruxelles, celles qui libéralisent les services publics (SNCF, EDF, Poste...), qui organisent la mise

en concurrence des travailleurs en Europe, **n'existent que parce qu'une majorité de parlementaires Européens les a adoptées.**

Se priver d'un vote vraiment à Gauche **est donc contre productif, cela renforce les partisans de l'Europe libérale au lieu de conforter l'opposition de Gauche de cette Europe-là.**

Et cette opposition existe bien, elle s'appelle « Gauche Européenne unitaire » représentée en France par le Parti Communiste avec le Front de Gauche. Ces députés Européens, ont joué leur rôle, ils ont défendu, dans le parlement Européen, les intérêts des Françaises et des Français, les intérêts de

l'ensemble des peuples européens. Ils ont incarné cette rupture nécessaire avec un modèle qui a démontré son échec.

Ce groupe est soutenu dans l'UE par le Parti de la Gauche Européenne (PGE) et son candidat à la présidence de la Commission est Alexis TSIPRAS leader du parti Syriza en Grèce. D'après les récentes enquêtes d'opinion, ce groupe serait donné en nette progression. **Une très bonne nouvelle, pour bâtir une autre Europe, celle de l'Humain d'abord, encore faut-il concrétiser cet espoir et combattre ce poison qu'est l'abstention et faire voter pour les listes du Front de Gauche.**

■ **Hervé Buffat**

Un atelier législatif offert... comme sur un plateau.

Le 22 janvier 2014, la mauvaise nouvelle est tombée telle un coup de couperet, tranchant et brutal.

Le moratoire présenté au Sénat par notre groupe communiste, républicain et citoyen ou C.R.C. a été rejeté par 310 voix contre et 33 seulement pour ; comme la droite, presque tous les Socialistes ont voté contre.

Aussitôt, les militants de la section PCF de Lannemezan, Nestes et Barousse, ont pris l'initiative d'ouvrir au plus vite, un atelier législatif sur l'Hôpital public, dans le cadre du Front de Gauche 65.

Une invitation a été très vite adressée aux militants, aux syndicalistes, aux hospitaliers, aux représentants des collectifs, aux citoyens afin d'arrêter l'escalade d'une dégradation de notre bien commun : l'Hôpital public de proximité et la perte d'un droit fondamental et universel : la santé.

A la mi-février, 30 personnes, ont travaillé avec la certitude que l'accès aux soins pour toutes et tous est urgent et possible si la volonté politique existe.

Tout a été traité : les énormes besoins en soins des populations, la psychiatrie du plus grand bassin d'emplois du secteur, la maternité fermée en 2008, le centre de périnatalité qui est menacé de fermeture, l'opposition aux partenariats publics/privés.

Chaque compte rendu a été réalisé d'une façon très détaillée et au final, c'est un document de 45 pages qui a pris forme.

Les propositions sont concrètes et plus que jamais nécessaires. La réouverture de la Maternité à Lannemezan : c'est possible ! Nous disons non à une « usine à bébés » sur Tarbes. La psychiatrie est un marqueur de l'état social. La manière dont elle est dispensée illustre la façon dont on traite les plus fra-



giles. La psychiatrie a pour vocation une vision positive et respectueuse de l'humain, elle est donc peu compatible avec l'idéologie libérale.

Nous refusons catégoriquement que les soignants deviennent des "opérateurs de protocoles" et que le patient soit réduit à son symptôme et qu'à chaque symptôme soit donné le médicament correspondant, pour satisfaire les profits exorbitants, des grandes firmes pharmaceutiques !

Il est donc utile d'obtenir la création d'un pôle public du médicament qui interviendra sur la recherche, la production contrôlée, la sécurité, le prix.

Les autres propositions ont une importance capitale : il faut supprimer la loi Hôpital. Patients. Santé. Territoires (HPST) ou loi Bachelot ainsi que la tarification à l'acte ou la T2A qui font prévaloir une logique financière et marchande dans la gestion des hôpitaux, tout à fait contraire au service public et à l'intérêt général des populations.

La santé repose sur des questions et des réponses éminemment politiques et nous devons la défendre en faisant de la politique, avec pour support, le programme du Front de Gauche : l'Humain d'abord.

La conclusion de notre document, prouve que nous ne pouvons plus attendre : maintenant pour la santé, l'insupportable est atteint, il faut que ça s'arrête !

Il faut savoir que l'atelier législatif a été tenu, pour produire en commun, par écrit, des éléments susceptibles d'aider, nos parlementaires pour l'élaboration d'une nouvelle loi sur la santé et la défense des hôpitaux de proximité avec toutes les structures.

Le document qui a pour titre :

**« A Lannemezan. Un atelier législatif
comme sur un Plateau »**

a été adressé, tout récemment, à nos groupes Front de Gauche, à l'Assemblée et au Sénat.

■ **Jean Claude De Vita**

A VOS STYLOS

Les Nouvelles de Bigorre sont le mensuel des communistes du département. Elles ne sont pas conçues pour être seulement un bulletin de liaison interne entre militants et instances de direction.

Ses colonnes sont ouvertes à tous, militants, sections, cellules, associations, afin d'alimenter le débat sur toutes questions, avec l'objectif de contribuer au rassemblement le plus large.

Nous attendons par conséquent, toutes les contributions individuelles ou collectives, auxquelles nous assurerons la publication.

**NOUVELLES
DE BIGORRE**

Administration, rédaction :
4, rue des Haras - 65000 Tarbes

Tél. 05 62 93 12 67 - Fax 05 62 93 44 43

Les nouvellesdelabigorre@orange.fr

Commission paritaire: 0414G88904

■ Directeur de la publication:
Philippe Barrière

■ Rédacteur en chef: Pierre Domenges

■ Conception/réalisation

Impression: iov 69200



IMPRIM'VERT

Banana, spleen et idéal.

Joséphine Baker chantait « J'ai deux amours, mon pays et Paris », comme quoi on peut avoir deux, voire plusieurs fers au feu. Elle n'était pas seulement cette petite noire américaine, danseuse et chanteuse arrivée en France avec « la revue nègre » à l'âge de 19 ans, qui s'était illustrée en se produisant avec pour tout vêtement un régime de bananes autour de la taille. Elle était aussi devenue une grande française, naturalisée en 1937, participant à la lutte contre l'occupant nazi et décorée à ce titre de la croix de guerre et de la médaille de la résistance. Après la guerre elle s'engagea dans de nombreux combats humanistes.

Je ne sais pas si comme elle, j'ai deux amours, mais je suis sûr que souvent j'ai plusieurs pôles d'intérêt en même temps. Par exemple j'ai le Parti Communiste et le Front de Gauche que je n'oppose pas. Je lis un peu partout des tribunes de militants : certains regrettent un reflux actuel de la dynamique du Front de Gauche et pensent qu'il ne faut surtout pas bouger la moindre oreille au prétexte que l'on risquerait de faire exploser ce bel attelage. Il faut dire que les censeurs auxquels ne sont pas insensibles bon nombre de Communistes ne manquent pas. On nous parle de radicalité, des partis qui seraient une forme dépassée de la politique, du manque de lisibilité ou de dynamique, de résultats moyens liés au débat interne du Front de Gauche. La faute à qui ? Les choses ne sont jamais exprimées clairement, mais enfin cela continue et suivez leur regard. Personnellement je ne mets pas toutes les composantes dans le même sac, j'affirme que ce n'est pas le parti communiste qui a ouvert la boîte de pandore et qu'il faut ouvrir les yeux sur la responsabilité des uns et des autres. Je pense qu'il ne suffit pas de s'agiter en jetant des cacahuètes ou des bananes à des singes en cage pour atti-

rer leur sympathie et gratitude. A l'inverse je ne partage pas non plus l'opinion de ceux qui militent plus ou moins ouvertement pour un retrait du PCF du Front de Gauche. Disons les choses clairement : ce n'est pas un problème d'appareil, de nombre d'élus ou d'anciens contre les nouveaux... Cela me fait penser à la conférence de presse du Général De Gaulle en 1958 au moment de son retour au pouvoir quand certains craignaient l'instauration d'une dictature. Il avait alors prononcé ces mots restés célèbres : « Et pourquoi voudriez-vous qu'à 67 ans je commence une carrière de dictateur, les libertés publiques c'est moi qui les ait rétablies ». Je ne veux pas me comparer au Général mais au même âge, je ne me sens pas l'âme d'un briseur d'union.

La réalité est beaucoup plus simple : La Gauche et le Front de Gauche ont besoin de la longue expérience révolutionnaire du PCF, de sa base militante et de ses fondations stratégiques et théoriques. Dans mon esprit il n'est bien sûr pas question de revenir à la conception du parti guide, mais la politique étant affaire de rapports de force d'idées, plus les marqueurs de l'idéal communiste imprèneront le Front de Gauche et plus celui-ci sera efficace.

Revenant aux deux amours, j'ai deux journaux : l'Huma quotidienne et l'Huma dimanche. Une bizarrerie a attiré mon attention : nous sommes dans l'année du centenaire de la mort de Jaurès et l'Huma a reproduit son premier édito du 18 avril 1904. Belle initiative avec parution dans l'HQ le vendredi 18 avril et dans l'HD du 17 au 23 avril. Un passage a particulièrement attiré mon attention car je trouve qu'il est d'actualité dans le débat de la gauche aujourd'hui. Oh surprise, en voulant le relire, dans l'HD trois points de suspension et tout le paragraphe manquait. Je me pose la question de savoir s'il y a un journal pour les grands militants capables de réfléchir et un autre pour le petit peuple qui n'a pas besoin

des mêmes outils ? Je sais, on va m'invoquer le manque de place, la formule différente... Alors pour ceux qui par manque de moyens financiers ou par manque de temps n'ont pas comme moi la chance d'être abonnés aux deux déclinaisons, j'ai décidé de vous restituer ci-après le passage manquant : « Je sais bien quelle est aujourd'hui, dans tous les pays, l'âpreté des controverses et des polémiques entre les socialistes. Je sais quel est le conflit des méthodes et des tactiques ; et il y aurait enfantillage à prétendre couvrir ces oppositions d'une unité extérieure et factice. L'union ne peut naître de la confusion. Nous défendrons toujours ici, en toute netteté et loyauté, les méthodes d'action qui nous semblent les plus efficaces et les plus sûres. Mais nous ne voulons pas aggraver, par l'insistance des controverses et le venin des polémiques, des dissensions qui furent sans doute inévitables, et que le temps et la force des choses résoudront certainement. Socialistes révolutionnaires et socialistes réformistes sont avant tout, pour nous, des socialistes. S'il est des groupes qui, ça et là, se laissent entraîner par passion sectaire à faire le jeu de la contre-révolution, nous les combattons avec fermeté. Mais nous savons que dans les deux fractions socialistes, les dévouements abondent à la République, à la pensée libre, au prolétariat, à la Révolution sociale. Sous des formules diverses dont quelques-unes nous paraissent surannées et par conséquent dangereuses, tous les socialistes servent la même cause. Et l'on verra à l'épreuve que, sans rien abandonner de nos conceptions propres, nous tâcherons ici de seconder l'effort de tous »...

Tout est dit, en attendant, l'urgence ce sont les élections européennes du 25 mai après quoi nous pourrions poursuivre le débat.

■ **Bernard Latger.**

Agences

- **Agence de Tarbes**
8, Avenue de la Marne - 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 52 33
- **Agence de Bagnères-de-Bigorre**
Rue Blanche-Oadin - 65200 Bagnères-de-Bigorre
Tél. 05 62 95 48 98

Scannez-moi
avec le lecteur de codes 2D
de votre téléphone

www.mutami.fr

Ne confondons pas culture et loisir ; la culture peut être source de bien-être, mais aussi d'affrontement, de souffrance, de mélancolie ; elle provoque parfois une sorte de remue-ménage intérieur qui bien qu'enrichissant n'a rien à voir avec une journée au Club Méditerranée.

Le loisir est en général un facteur de distraction lors duquel la recherche du plaisir est indispensable, par exemple la pétanque est un loisir car ce jeu se conjugue avec amusement ; certes on y connaît quelques déceptions, un carreau raté, une fanny, les glaçons de l'apéro fondus prématurément, mais à moins de prendre une boule en pleine gueule, il est rarement question de souffrance au cours d'une partie.

Je n'opposerai jamais culture et loisir, cependant j'en ferai toujours la distinction ; en ce qui me concerne j'ai besoin des deux. Les frontières qui bordent l'art de la politique me semblent actuellement beaucoup plus floues. En effet si la politique peut se targuer de provoquer un remue-ménage intérieur, si l'affrontement, le combat et la souffrance lui donnent une dimension culturelle, en période électorale, elle revêt souvent des habits bien moins exemplaires, on tue le temps, on fait bouger les lignes, on avance ses pions. Autant de termes utilisés dans ce secteur qui ne sont pas sans rappeler des codes de jeux de dames, de dés, de petits

chevaux pour se terminer souvent en une partie d'échecs. N'y aurait-il pas moyen de redonner sa dimension humaine à la politique ; l'art c'est l'œuvre, il devient culture lorsqu'il rencontre l'humain. Plus besoin d'emballage dogmatique, tout est dans la rencontre, dans l'affrontement des idées, dans la souffrance ou les aspirations du quotidien des gens.

C'est dans ce quotidien, dans cette humanité que les communistes ont bâti leur histoire, or, alors que le désaveu des Français envers la politique ou du moins la manière d'en faire, hurle à chaque élection, n'est il pas temps de retrouver ce rapport avec ceux qui souffrent et ceux qui luttent, mais également qui créent ou inventent de nouveaux rapports entre les citoyens. Retrouver la proximité, le trajet populaire qui a tant rendu utile notre parti. Je suis sûr que ce serait un acte culturel et salutaire pour notre gauche. Les élections européennes approchent et déjà on évoque une abstention historique, pourtant qui nierait l'importance des enjeux pour l'Europe de demain.

Au sein de notre front de gauche, chacun sait que postes et postures provoquent de nombreuses frictions. Le calendrier électoral est ainsi fait, pas le temps de se mettre autour de la table, parler de nos échecs, envisager nos reconquêtes, il faut déjà partir pour un autre scrutin. On remet donc à plus tard ou à jamais le nécessaire débat.



Le peuple de France attendra encore un peu sa révolution culturelle. Vous dire que je n'ai pas bien compris ni la cohérence, ni la manière dont les listes du Front de gauche ont été construites ne servirait à rien, peu importe, en bon soldat discipliné j'irai bien évidemment apporter ma voix à la liste menée par Jean-Luc Mélenchon. Bien évidemment mais un peu à reculons.

Je terminerai cette réflexion sans prétention en évoquant le jeu de boules, non pas parce que je les ai mais parce qu'en brandissant la pétanque comme exemple dans l'abécédaire des sports de loisirs, je viens de m'apercevoir que le parachutisme faisait également partie de la liste. Sûrement qu'une fois encore je suis hors sujet, ou peut-être un sujet extérieur.

■ **Pierre Domenges**

Journées Nature de Midi-Pyrénées

Découvrez les Journées Nature toute l'année sur le site
www.journeesnature.midipyrenees.fr
et, le Week-end Nature du 21 au 24 mai 2014.



www.facebook.com/JourneesNature



@JourneesNature



RÉGION
MIDI-PYRÉNÉES

L'action en vrai